



ORDONNANCE

**concernant les activités exercées en cabinet libéral relevant de la loi modifiée du 29 avril 1983
concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire
ainsi que celles relevant de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de
certaines professions de santé respectivement de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de
la profession de psychothérapeute**

Le directeur de la Santé,

Vu l'article 10 de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé;

Vu l'article 3 (6) du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

Considérant la situation sanitaire exceptionnelle due à la répartition rapide du Covid-19 dans la population ;

Considérant que le virus Covid-19 constitue une menace sanitaire grave ;

Considérant que l'article 3 (6) du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 prévoit une reprise de l'activité médicale au-delà des problèmes de santé les plus sévères et/ou urgents, à condition néanmoins de garantir la protection des patients et des professionnels pour ne pas perdre le bénéfice de la gestion de début de crise;

Considérant que la reprise d'activité médicale implique notamment une organisation qui assure un accès sécurisé aux soins et le respect des mesures de distanciation ;

Ordonne :

Art 1^{er}. Accès aux cabinets libéraux

Les cabinets médicaux et des professions de santé sont autorisés à rouvrir au public, notamment afin de permettre les prises en charge dont la suspension entraînerait une détérioration de l'état de santé et une perte de chance ou de qualité de vie pour le patient.

La reprise de l'activité n'est autorisée qu'à la condition que les mesures de sécurité précisées dans les articles 2 – 9 ci-dessous soient respectées.



Art. 2. Obligation de rendez-vous

- (1) Les prises en charge en cabinet libéral ne peuvent se faire que sur rendez-vous, sauf pour la prise en charge d'un patient nécessitant des soins urgents.
- (2) Les rendez-vous sont planifiés de façon à garantir une distance de 2 mètres entre les patients présents dans la salle d'attente.
- (3) A son entrée dans la salle d'attente, le patient doit s'être désinfecté les mains et être équipé d'un masque.

Art. 3. Organisation du rendez-vous

Lors de la prise de rendez-vous par téléphone, un screening COVID est réalisé par l'administratif ou le professionnel.

- (1) En cas de suspicion de pathologie COVID, le patient sera orienté vers un Centre de Soins Avancés. S'il présente des critères de gravité, il sera orienté vers un service d'urgence.
- (2) En cas de consultation pour un patient non identifié COVID par le screening, le professionnel décide de la modalité pratique à privilégier, à savoir téléconsultation ou consultation au cabinet.
- (3) Pour les domaines dans lesquels la téléconsultation existe et est possible, il y a lieu de privilégier cette pratique lorsque la téléconsultation est suffisante. La téléconsultation répond aux règles spécifiques publiées en accord avec les parties prenantes.
- (4) Si le patient est en quarantaine ou en autosurveillance (après avoir été positif lui-même ou en contact avec une personne Covid-19 positive), il lui sera proposé de préférence une téléconsultation ou un report de rendez-vous après la fin de la période d'autosurveillance.
- (5) Une visite à domicile peut être convenue si le patient ne peut pas se déplacer au cabinet de consultation.

Art. 4. Accueil des patients lors du rendez-vous

- (1) Dans la mesure du possible, le patient se rend seul à son rendez-vous. Si cela est indispensable, il peut être accompagné par une tierce personne.
- (2) Le patient doit se présenter à l'heure convenue pour son rendez-vous afin d'éviter la présence de plusieurs personnes en salle d'attente.
- (3) A son arrivée, toute personne entrant dans le cabinet libéral se désinfecte les mains et porte un masque.
- (4) Le professionnel en charge de l'accueil s'assure personnellement de l'absence de signes évocateurs de Covid-19 à l'arrivée du patient.
- (5) Toute personne présentant des signes de Covid-19 doit être réorientée vers un Centre de Soins Avancés ou vers un service d'urgence, sans réalisation du rendez-vous initialement prévu.



Art. 5. Protection pour les professionnels en charge de l'accueil et des formalités administratives

- (1) Le professionnel en charge de l'accueil porte un masque chirurgical. Il est protégé des patients par un écran de protection transparent. Il respecte les règles du lavage des mains et applique les gestes barrières.
- (2) Le paiement par carte bancaire, moyen de paiement électronique ou virement sont à privilégier.

Art. 6. Organisation de la salle d'attente :

- (1) Il existe un accès à des toilettes et à un lieu permettant le lavage et la désinfection des mains. Ce lieu est accessible aux patients depuis la salle d'attente.
- (2) Tous les objets qui ne peuvent être désinfectés et qui ne sont pas utiles pour la prise en charge des patients doivent être retirés de la salle d'attente (retirer les livres, revues et jouets).
- (3) Le mobilier doit pouvoir être nettoyé et désinfecté.
- (4) Les rendez-vous doivent être organisés de façon à laisser minimum deux mètres entre deux personnes dans la salle d'attente.
- (5) Après chaque patient, la salle d'attente doit être aérée dans la mesure du possible.

Art.7. Précautions lors de la prise en charge par le médecin ou tout autre professionnel de santé

- (1) Le professionnel suit les règles d'hygiène recommandées par la Direction de la Santé notamment pour ce qui est des équipements de protection individuelle ainsi que des règles de lavage et de désinfection des mains.
- (2) Les équipements à usage unique ou pouvant être nettoyés et désinfectés doivent être préférentiellement utilisés.
- (3) Le matériel utilisé et les surfaces en contact sont nettoyées et désinfectées après chaque patient.

Art. 8. Nettoyage et désinfection du cabinet libéral

- (1) Doivent être nettoyés et désinfectés en fin de journée:
 - les surfaces et les sols,
 - le bureau, la table d'examen et le mobilier du cabinet dont claviers d'ordinateurs, téléphone, imprimante,
 - les interrupteurs et les poignées de portes.
- (2) Dans l'éventualité où un patient Covid-19 positif aurait été vu en consultation malgré le screening, il convient de procéder à l'aération des locaux et au nettoyage et à la désinfection de toutes les surfaces de contact avant prise en charge du prochain patient.

Art. 9. Considérations générales : maintien des principes de cohortage pour les médecins

- (1) Le principe de cohortage mis en place pour les médecins lors de la réorganisation des soins en début d'épidémie reste en vigueur.



- (2) Les médecins rattachés à la ligne de garde ou cohorte n°1 assurant la prise en charge médicale dans les Centres de Soins Avancés (CSA) et les visites à domicile chez des patients Covid-19 positifs devront se soumettre à un test de diagnostic PCR, s'ils souhaitent sortir de la ligne de garde.
- (3) Si le test est positif, le médecin est mis en isolement. La levée de l'isolement est déterminée conformément à la recommandation du conseil supérieur des maladies infectieuses « Patient COVID-19: durée de l'isolement » du 21 avril 2020.

Art. 6. Dispositions finales

- (1) La présente ordonnance est applicable à partir du 4 mai 2020 et tout au long de la pandémie du Covid-19.
- (2) La présente ordonnance sera notifiée au Collège médical et au Conseil supérieur pour certaines professions de santé.
- (3) Un recours contre la présente ordonnance est ouvert auprès de la Ministre de la Santé dans un délai de dix jours à partir de la notification.

Luxembourg, le 28 avril 2020



Dr Jean-Claude Schmit
Directeur de la Santé